

Pour gagner contre Macron, il faut augmenter le rapport de forces (Communiqué du NPA 65)

Macron et son gouvernement multiplient les projets de régression sociale. Après les ordonnances sur le Code du travail réduisant considérablement les droits des salariéEs et des organisations syndicales, la bataille est depuis plusieurs semaines engagée sur le statut de la SNCF et de ses salariéEs. Le logement social est mis en cause par la libération à la vente de milliers d'appartements construits pour permettre aux populations moins aisées de se loger correctement.

Le « président des riches »

L'ensemble de la fonction publique est dans le collimateur avec des milliers de suppressions de postes et des attaques contre le statut de fonctionnaire. Les prestations sociales sont remises en cause avec l'objectif d'en réduire drastiquement le coût. Des attaques contre les droits des chômeurs/euses sont en préparation avec la réduction des indemnités et l'aggravation du flicage. On peut allonger la liste avec la réforme de la formation professionnelle qui la soumet encore plus aux besoins du patronat. Ou encore, la fin, indécente, de l'obligation que les nouveaux logements soient accessibles aux handicapés. Dans un autre registre, la chasse aux migrants, l'incarcération des sans-papiers montrent l'absence complète d'humanité de nos dirigeants.

Avec ce déluge d'attaques contre les salariéEs, les jeunes, les privéEs d'emploi, les retraitéEs, Macron ne peut vraiment plus vendre le baratin d'une politique « équilibrée » entre « libération » du travail et aides aux plus démunis.

Celles et ceux qui luttent ont bien raison

La mobilisation des cheminotEs continue. Les salariéEs d'Air France poursuivent leur lutte devant l'intransigeance de la direction. Les salariéEs de La Poste sont en grève dans de multiples régions contre les réorganisations et la répression antisyndicale. Les « Vélip » luttent pour des augmentations de salaires et les moyens de rendre un service correct aux usagers. Les salariéEs des Catacombes de Paris sont mobiliséEs pour des embauches, des augmentations de salaires et l'amélioration des conditions de travail. Les salariéEs de Ford Blanquefort résistent à la fermeture de leur usine par le groupe aux 7,6 milliards de bénéfices en 2017.

Les personnels du service psychiatrique de l'hôpital du Rouvray, après deux mois de grève dont plus de deux semaines de grève de la faim pour six d'entre eux, ont gagné la création de 30 postes « pérennes », non pris dans d'autres

établissements, d'une unité pour adolescentEs et d'un département pour détenus.

« Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu »
(Brecht)

Face aux revendications et aux mobilisations, le gouvernement amplifie la répression. Son agressivité, la violence de ses attaques, le refus de toute concession déterminent le niveau auquel nous devons hisser le rapport de forces faveur. Les luttes existent. Les salariéEs se retrouvent dans les mobilisations. Mais cela reste trop isolé, trop peu popularisé, y compris par les directions syndicales.

Chacune des prochaines mobilisations et en particulier la nouvelle journée nationale des cheminotEs du 12 juin doit être l'occasion de multiplier ces rencontres, ces échanges pour donner envie à touTEs de consolider les mobilisations existantes et d'affirmer non seulement des solidarités mais aussi une volonté de se joindre aux combats existants.

Les cheminotEs ne gagneront pas seulEs. Et, plus que jamais, la multiplication des attaques patronales et gouvernementales imposent une riposte de plus grande ampleur. Comme nous avons su le faire le 26 mai avec les « marées populaires », il faut une mobilisation unitaire, une grève de masse pour arrêter ce gouvernement avant qu'il ne casse tous nos droits, un par un.

Le NPA65, Tarbes, le 12 juin 2018.